

Gouvernement du Canada à ce sujet, a obtenu du premier ministre, M. Diefenbaker, la réponse suivante:

Je n'ai eu connaissance de rien qui puisse me porter à croire que le premier ministre du Royaume-Uni "se propose d'organiser une politique de désarmement pour les pays du Commonwealth", pour reprendre les paroles de l'honorable député. Une telle initiative sortirait du cadre des rapports qui lient les pays du Commonwealth. Toutefois, il est d'usage à ces conférences de tâcher d'obtenir une opinion unanime au sujet des diverses questions qui revêtent une certaine importance pour les diverses nations qui forment le Commonwealth.

Au nombre de ces questions figure celle du désarmement qui, je le sais, retiendra toute l'attention de ceux qui participeront à cette conférence. Comme je l'ai dit l'autre jour,—le 3 février, sauf erreur, . . . il ne conviendrait pas, à mon sens, de chercher à arrêter, au cours de nos discussions, une ligne de conduite commune, applicable à toutes les parties du Commonwealth. Nous aborderons et étudierons la question, puis nous conviendrons sans doute de la nécessité d'appuyer tout effort tendant au désarmement. C'est le but qu'a poursuivi le premier ministre du Royaume-Uni ces dernières années, et cela ressort notamment du fait qu'il a cherché à établir les relations les plus étroites entre l'Est et l'Ouest, compte tenu de la nécessité de maintenir et de sauvegarder la liberté. Comme je l'ai signalé l'autre jour, telle est l'attitude du présent Gouvernement canadien et celle des autres Gouvernements du Commonwealth. J'espère, pour ma part, que nous pourrons tous, au cours des entretiens qui auront lieu, assurer l'unité de nos objectifs sans faire la moindre entorse aux principes de base du Commonwealth.

Les Canadiens au Congo

Lorsqu'on lui a demandé, le 27 février, s'il avait une déclaration à faire au sujet des mauvais traitements que des rebelles congolais auraient infligés à des membres du personnel canadien détaché auprès des forces des Nations Unies au Congo, M. Diefenbaker a répondu:

Étant donné que cette question intéresse deux ministères, il conviendrait peut-être que j'y réponde. La Chambre n'ignore sans doute pas que des Canadiens et d'autres membres du personnel des Nations Unies ont été attaqués et battus hier soir par des soldats congolais aux environs de Léopoldville. On m'informe qu'aucun de ces militaires n'a été blessé grièvement et qu'aucun Canadien n'est détenu à l'heure actuelle.

La Chambre déplore tout comme moi, j'en suis sûr, de tels incidents. Des instances pressantes ont été présentées au secrétaire général des Nations Unies, et le gouvernement a fait savoir qu'il se préoccupe vivement de ce que des militaires canadiens faisant partie des forces des Nations Unies au Congo aient été victimes d'attaques et d'affronts de ce genre. Le secrétaire général n'a pas encore